

La réunion du Conseil politique de l'ALBA-TCP à La Havane, placée sous le signe de la solidarité



La Havane, 11 avril, (RHC).- La 15e réunion du Conseil politique de l'ALBA-TCP, l'Alliance Bolivarienne des Peuples de Notre Amérique – Traité de Commerce des Peuples qui vient d'avoir lieu à La Havane a été placée sous le signe de la solidarité.

La rencontre a adopté 4 déclarations condamnant les actes de déstabilisation et les menaces qui ont pour cible les gouvernements du Nicaragua, de l'Équateur, de plusieurs pays antillais et du Venezuela.

Bruno Rodriguez, ministre cubain des Affaires étrangères qui a résumé les travaux du Conseil politique à La Havane, s'est référé aux desseins de plusieurs élus au Congrès des États-Unis de faire passer une loi

de blocus économique contre le Nicaragua.

«Un projet de loi connu comme Nica-Act. Ce projet de loi a la prétention perverse d'imposer un blocus économique au peuple et au gouvernement du Nicaragua. C'est une atteinte au droit de ce pays frère au bien-être, à la sécurité, au travail et à la paix.

Les pays de l'ALBA-TCP expriment leur soutien et leur solidarité avec le peuple et le gouvernement du Nicaragua et réitèrent leur rejet de cette nouvelle agression contre une nation qui a su défendre sa dignité, son droit au bien-être, à l'harmonie sociale, à la sécurité et à la paix.»

Ensuite, le chef de la diplomatie cubaine a fait connaître la déclaration de solidarité avec les pays insulaires de la Caraïbe, notamment avec Haïti. Un document qui confirme la volonté du bloc régional de poursuivre la coopération avec le peuple haïtien.

Le texte exprime la préoccupation de l'ALBA pour l'inclusion d'États membres de la CARICOM sur la liste des juridictions non coopératives de l'Union Européenne.

«Nous lançons un appel à réexaminer la liste sur la base de critères objectifs et des engagements pris par les pays conformément aux normes internationales reconnues.

Nous exprimons aussi notre préoccupation profonde et notre rejet à la diminution progressive des relations de correspondance bancaire avec les pays en voie de développement, en particulier avec les pays membres de la CARICOM, suite aux actions visant à la diminution de risques de la part de quelques-unes de plus grandes corporations de la banque, ce qui menace la stabilité des pays affectés et limite leurs efforts pour atteindre le développement et la croissance socio-économique.

Nous soulignons la priorité urgente et globale que représente le changement climatique et ses implications négatives sur nos sociétés, nos écosystèmes et nos économies.

Nous exprimons notre rejet ferme à l'utilisation de la Mer des Caraïbes pour le transit de matériel nucléaire et de déchets toxiques et nous exhortons les pays qui les produisent et qui les transportent à mettre en place d'urgence les mesures pertinentes pour mettre fin à de telles activités.»

Le Conseil politique de l'ALBA-TCP a d'autre part émis une déclaration reconnaissant et félicitant le président élu de l'Équateur, Lenin Moreno.

Cette instance à laquelle prennent part les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'ALBA a également adopté une déclaration appuyant le gouvernement progressiste du Venezuela, dont le texte a été lu par le chef de la diplomatie cubaine, Bruno Rodriguez.

«Nous reprouvons les agressions et les manipulations ourdies contre la République bolivarienne du Venezuela, ainsi que les tromperies et les mensonges qui menacent aussi bien sa souveraineté, son indépendance et sa stabilité que celles de toute la région.»

La déclaration condamne en particulier la conduite du secrétaire général de l'OEA, l'Organisation des États Américains, Luis Almagro, qui a tenté d'empêcher l'exercice par le Venezuela de son droit à l'exercice de la démocratie participative.

«Nous reprouvons les tentatives de l'OEA de faire ressusciter contre le Venezuela, sous de fausses accusations de menaces à la paix et à la stabilité collectives, les discours et les pratiques d'ingérence qui dans le passé ont conduit à des agressions, à des invasions, à des occupations militaires de pays et à des dictatures cruelles dans notre hémisphère.»



Radio Habana Cuba